MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Europe du Sud-Est

Bulgarie, Chypre, Grèce, Moldavie, Roumanie

Une publication du SER d'Athènes en collaboration avec les SE de Bucarest et de Sofia
Édition du 26 novembre 2026

LE CHIFFRE À RETENIR

42,8%

L'augmentation sur 12 mois des prix des carburants en Bulgarie au mois d'octobre

Bulgarie : Selon la Commission européenne, le pays n'a pas pris les mesures nécessaires pour réduire son déficit public excessif // Sur les trois premiers trimestres de l'année, le déficit du compte courant s'est élevé à 6,2 Md EUR (4,8 % du PIB) // Au mois d'octobre, le prix des carburants a augmenté de 42,8 % sur un an // Le Conseil des ministres a annoncé un projet d'investissement d'importance nationale dans une usine de production de poudre à canon.

Chypre : Le président Christodoulides a annoncé 12 nouvelles mesures de soutien aux ménages pour 65 M EUR // La Commission européenne a rendu une évaluation préliminaire positive de la 7e et dernière demande de paiement au titre de la FRR d'un montant de 391 M EUR // Le président Christodoulides a inauguré la première phase du nouveau terminal pétrolier de Vasilikos // La Chambre maritime de Chypre soutient une déclaration pour l'adoption d'un cadre mondial harmonisé de réduction des émissions des navires.

Grèce : Le projet de loi de finances prévoit une croissance de 2,3 % en 2027, portée notamment par l'investissement (+7,9 %) // La Commission européenne a approuvé les dernières demandes de paiement au titre de la FRR, d'un montant total de 11,3 Md EUR // Danone et la laiterie grecque *Evropfarma* ont conclu un partenariat industriel pour produire deux références de yaourt grec // Les investissements dans les start-ups locales ont dépassé 730 M EUR en 2025, répartis sur 95 opérations de financement// Un projet de loi impose 25 % de contenu local dans les programmes d'armement.

Moldavie : Au mois de septembre, la production industrielle a progressé de 10,2 % par rapport à la même période en 2025 // Une nouvelle étape de la libéralisation des marchés des capitaux est entrée en vigueur // Lancement officiel de l'*Agrotek Park*, premier parc scientifique et technologique consacré au secteur agricole // Signature d'un contrat de 180 M MDL (9 M EUR) pour l'extension du terminal de l'aéroport de Chisinau.

Roumanie : La Commission européenne estime que la Roumanie présente un risque de non-respect des engagements de sa procédure de déficit excessif // La Bourse de Bucarest a lancé un nouveau mécanisme de financement dédié aux PME // Sur les neuf premiers mois de l'année, les nouvelles commandes dans l'industrie manufacturière ont reculé de 2,7 % // Le gouvernement a approuvé une ordonnance d'urgence qui rend obligatoire l'utilisation de la plateforme numérique *eBuget_NG* pour l'élaboration et l'exécution des budgets de l'État // *Raiffeisen Bank* a accordé un financement de 120 M EUR pour la modernisation d'*UMB Steel* // La BEI a accordé un financement de 20 M EUR à l'entreprise suisse *Bcomp* pour construire une usine de matériaux composites à Timisoara // Orange Roumanie a inauguré son troisième laboratoire 5G à Cluj-Napoca // Le groupe français Simago a acquis une participation majoritaire dans *Medima*, un réseau roumain de cliniques spécialisées dans l'imagerie médicale // Le Pacte pour la formation dans le secteur énergétique a été signé le 16 novembre par 22 organisations.

Bulgarie

Actualités macroéconomiques et financières

Selon la Commission européenne, le pays n'a pas pris les mesures nécessaires pour infléchir la trajectoire des dépenses primaires nettes et réduire le déficit public excessif. La Commission prévoit que les dépenses nettes augmenteraient de 10,7 % en 2026, contre +4,2 % recommandé par le Conseil. Le déficit budgétaire diminuerait de 5 % du PIB en 2026 à 4 % du PIB en 2027, mais grâce à des mesures ponctuelles, expliquant le rebond du déficit à 4,8 % du PIB en 2028. Le maintien du pays dans la procédure pour déficit excessif pourrait se traduire par une amende pour la Bulgarie. (Commission européenne)

Sur les trois premiers trimestres de l'année, le déficit du compte courant s'est élevé à 6,2 Md EUR (4,8 % du PIB). L'an passé à la même période, le déficit courant ne représentait que 2,8 % du PIB. Cette dégradation est due à la détérioration du déficit commercial des biens, avec notamment l'augmentation de la facture énergétique, à la réduction de l'excédent pour les services et à la hausse du déficit du solde des revenus primaires. (Banque nationale de Bulgarie)

Actualités sectorielles

Au mois d'octobre, le prix des carburants a augmenté de 42,8 % sur un an. Il s'agit de la deuxième plus forte hausse constatée au sein de l'UE après l'Estonie (+44,1 %), alors que la moyenne européenne s'est établie à +29,5 %. (Eurostat).

Le Conseil des ministres a annoncé un projet d'investissement d'importance nationale dans une usine de production de poudre à canon. Le projet est situé à proximité de la ville de Haskovo (sud-est de la Bulgarie) et représente un investissement de 250 M EUR. Sa finalisation est prévue pour fin 2028-début 2029. Le projet est considéré comme prioritaire par l'Agence bulgare des investissements, car il vise à renforcer la sécurité des approvisionnements en poudre à canon de la Bulgarie, de l'UE et de l'OTAN. (Conseil des ministres)

Chypre

Actualités macroéconomiques et financières

Le président Christodoulides a annoncé 12 nouvelles mesures de soutien aux ménages pour 65 M EUR. Ces mesures ciblent en priorité les populations vulnérables face à la hausse des prix de l'énergie. Elles prennent principalement la forme d'allocations exceptionnelles – pour les familles (et notamment les familles nombreuses), les retraités, les bénéficiaires du revenu minimum et seront attribuées sous conditions de ressources. Une partie des transferts seront distribués aux ménages via la nouvelle carte prépayée *CY One Card*. Une grande partie des versements interviendront au mois de décembre. Le gouvernement a également annoncé la prolongation de la baisse des droits d'accise sur les carburants. (*Cyprus Mail*)

La Commission européenne a rendu une évaluation préliminaire positive de la 7e et dernière demande de paiement au titre de la Facilité pour la reprise et la résilience (FRR) d'un montant de 391 M EUR. Sur les 85 jalons que compte le plan national chypriote, seul un n'a pas été encore entièrement satisfait, relatif au renforcement de la fiscalité verte. En particulier, les autorités n'ont pas mis en œuvre les augmentations des taxes sur les carburants et les déchets. Cela devrait se traduire par une réduction de 28 M EUR du montant versé à Chypre, selon les estimations des

autorités. *In fine*, en intégrant cette coupe, Chypre devrait bénéficier au total de 992 M EUR au titre de la FRR, soit plus de 97 % du montant alloué. (Gov.cy)

Actualités sectorielles

Le président Christodoulides a inauguré la première phase du nouveau terminal pétrolier de Vasilikos. Cette phase A comprend sept réservoirs, d'une capacité de 173 000 tonnes pour le diesel, l'essence et le kérosène, représentant un investissement de 60 M EUR. Le projet vise à renforcer la sécurité énergétique de Chypre, en réduisant sa dépendance aux infrastructures de stockage étrangères et sa vulnérabilité aux fluctuations des prix des carburants. Sous réserve de l'approbation par le ministère de l'Énergie, une seconde phase du projet est envisagée, qui porterait sur une capacité additionnelle de stockage de 260 000 tonnes. (*Cyprus Business News* – CBN)

La Chambre maritime de Chypre (*Cyprus Shipping Chamber* – CSC) soutient une déclaration pour l'adoption d'un cadre mondial harmonisé de réduction des émissions des navires. Cette déclaration a été endossée par neuf organisations internationales du transport maritime. L'adoption de règles uniformes doit permettre d'éviter la multiplication des réglementations nationales et régionales. La déclaration demande également de tenir compte du coût et de la disponibilité des carburants alternatifs, de prévoir des mécanismes de flexibilité et de garantir un cadre réglementaire stable pour les investisseurs. Cette prise de position intervient avant une réunion de l'Organisation maritime internationale (OMI) prévue à Londres du 30 novembre au 4 décembre. (CBN)

Grèce

Actualités macroéconomiques et financières

Le projet de loi de finances prévoit une croissance de 2,3 % en 2027, portée notamment par l'investissement (+7,9 %). La loi de finances a également été établie sur l'hypothèse d'une inflation moyenne de 2,8 % en 2027, après 4 % en 2026. Selon les projections du gouvernement, l'excédent primaire devrait se maintenir à un niveau élevé, à hauteur de 3,2 % du PIB et la dette publique poursuivrait sa baisse, à 128,5 % du PIB en fin de période, contre 135,8 % en 2026. Le débat budgétaire en séance plénière au Parlement est prévu du 11 au 15 décembre 2026, avec un vote final le 15 décembre. (*Naftemporiki*)

La Commission européenne a approuvé les dernières demandes de paiement au titre de la FRR, d'un montant total de 11,3 Md EUR. L'ensemble des jalons de la dernière version du plan national ont été atteints. Le pays va ainsi bénéficier de la totalité du montant qui lui a été alloué, soit 36 Md EUR. (*Lifo*)

Actualités sectorielles

Danone et la laiterie grecque *Evropfarma* ont conclu un partenariat industriel pour produire deux références de yaourt grec. Fabriqués en Grèce, ces produits seront destinés en priorité au marché italien. À ce stade, aucune extension du partenariat à d'autres catégories de produits, notamment la feta, n'est envisagée. (*Oikonomikos Tachydromos*)

Les investissements dans les start-ups grecques ont dépassé 730 M EUR en 2025, répartis sur 95 opérations de financement. Cela représente une augmentation de 35 % par rapport à l'année précédente, avec la participation de 143 investisseurs internationaux. Par ailleurs, plus de 900 start-ups fondées par des entrepreneurs grecs sont implantées à l'étranger, représentant une valorisation cumulée supérieure à 100 Md USD. Malgré ces bons résultats, plusieurs défis persistent pour le

développement de l'écosystème tech en Grèce, notamment le financement des premières phases de développement des start-ups, la valorisation commerciale de la recherche et la capacité des entreprises grecques à atteindre une véritable dimension internationale. (*Imerisia*)

Un nouveau projet de loi du ministère de la Défense prévoit d'imposer une participation minimale de 25 % des entreprises grecques dans les programmes d'armement des forces armées, et jusqu'à 30 % dans certains cas. Il prévoit également la création d'un Bureau de l'industrie de défense pour coordonner les besoins des forces armées avec les capacités industrielles nationales. Le projet devrait être soumis pour une consultation publique dans les prochains jours, avant son dépôt au Parlement, attendu au début de l'année prochaine. (Efsyn).

Moldavie

Actualités macroéconomiques et financières

Au mois de septembre, la production industrielle a progressé de 10,2 % par rapport à la même période en 2025. La hausse atteint 9 % dans l'industrie manufacturière, 9,1 % dans l'industrie extractive et 37,4 % dans la production et la distribution d'électricité, de chaleur et de gaz. (Institut national des statistiques)

Une nouvelle étape de la libéralisation des marchés des capitaux est entrée en vigueur. Depuis le 20 novembre, le plafond au-delà duquel une autorisation préalable de la Banque nationale de Moldavie (BNM) est requise pour certaines opérations financières transfrontalières (prêts, donations et achats de titres) a été relevé de 10 000 EUR à 100 000 EUR et il sera porté à 250 000 EUR à compter du 1er janvier 2028. Cette mesure s'inscrit dans la dynamique de rapprochement et d'intégration progressive de la Moldavie aux marchés financiers européens, après son adhésion au SEPA en octobre 2025. (BNM)

Actualités sectorielles

Lancement officiel, le 20 novembre, de l'*Agrotek Park*, premier parc scientifique et technologique du pays consacré au secteur agricole. Ce parc vise à structurer un pôle d'innovation technologique dans le secteur agricole. Un incubateur accueille 16 premiers résidents. Le parc ambitionne d'attirer plus de 100 M USD d'investissements et de créer plus de 6 000 emplois. Il bénéficie notamment du soutien du programme *EU4Innovation East*, financé par l'UE, cofinancé par la France et mis en œuvre par Expertise France. (Ministère de l'Agriculture)

Signature d'un contrat de 180 M MDL (9 M EUR) pour l'extension du terminal de l'aéroport de Chisinau. Les travaux, confiés à la société *Estate Invest Company*, doivent débuter en décembre pour une durée de 19 mois. (*Moldpres*)

Roumanie

Actualités macroéconomiques et financières

La Commission européenne estime que la Roumanie présente un risque de non-respect des engagements pris dans la cadre de sa procédure pour déficit excessif. La croissance des dépenses nettes devrait respecter la trajectoire fixée par le Conseil en 2026, mais elle devrait dépasser le

plafond autorisé en 2027 avec un écart supérieur à 0,3 point de PIB. Les autorités européennes ont invité le pays à inclure les mesures correctives nécessaires dans le budget 2027 pour éviter un durcissement ultérieur de la procédure à son encontre. (Commission européenne)

Le 20 novembre, la Bourse de Bucarest a lancé un nouveau mécanisme de financement dédié aux PME. Ce nouveau segment de marché offre des procédures d'admission simplifiées et des obligations de communications financières adaptées. À date, 23 PME sont cotées et 14 bénéficient d'un accès aux émissions obligataires. (Bourse de Bucarest)

Sur les neuf premiers mois de l'année, les nouvelles commandes dans l'industrie manufacturière ont reculé de 2,7 % par rapport à la même période en 2025. Le secteur des biens de consommation courante a enregistré la plus forte baisse (-10,1 %) suivi par celui des biens d'équipement (-4,3 %). (Institut national de statistiques)

Le 24 novembre, le gouvernement a approuvé une ordonnance d'urgence qui rend obligatoire l'utilisation de la plateforme numérique *eBuget_NG* pour l'élaboration et l'exécution des budgets de l'État. Cette réforme vise à moderniser le mécanisme de programmation budgétaire conformément au jalon 234 du Plan national de relance et de résilience (PNRR). Pour le prochain cycle budgétaire, les ordonnateurs devront transmettre, avant le 30 juillet, leurs prévisions budgétaires initiales pour l'année à venir et les trois années suivantes via la plateforme. (Gouvernement)

Actualités sectorielles

Raiffeisen Bank a accordé un financement de 120 M EUR pour la modernisation d'*UMB Steel*. À l'issue de cette modernisation, le site industriel situé à Oțelu Roșu devrait disposer d'une capacité de production annuelle estimée à 700 000 tonnes de produits sidérurgiques. (*Raiffeisen Bank*)

La BEI a accordé un financement de 20 M EUR à l'entreprise suisse *Bcomp* pour construire une usine de matériaux composites à Timisoara et développer ses activités de recherche et développement en Suisse. Le projet, d'un coût total de 47,6 M EUR, permettra à l'horizon 2030 d'accroître la production de matériaux à base de fibres de lin destinés à l'industrie automobile. (BEI)

Orange Roumanie a inauguré son troisième laboratoire 5G à Cluj-Napoca. Le laboratoire, qui complète ceux de Bucarest et de Iași, permettra de développer et de tester des solutions 5G notamment des technologies à double usage (civil et militaire). (Orange)

Le groupe français Simago a acquis une participation majoritaire dans *Medima*, un réseau roumain de cliniques spécialisées dans l'imagerie médicale. Cette opération marque son premier investissement en Europe centrale et orientale et constitue un point d'appui pour son développement dans la région. (*Integral Capital Group*)

Le Pacte pour la formation dans le secteur énergétique a été signé le 16 novembre par 22 organisations. Il réunit 10 entreprises du secteur, 7 universités, 4 lycées techniques et l'Autorité nationale de régulation de l'énergie (ANRE). Le dispositif prévoit également la création, par l'intermédiaire de la fondation *Electrica*, d'un centre régional de formation et de recherche à vocation internationale, couvrant cinq pays (Roumanie, Moldavie, Ukraine, Bulgarie et Grèce). (Énergie pour la Roumanie)

Indicateurs macroéconomiques

CROISSANCE	Taux de croissance (%)		Prévisions de croissance 2026 (%)		
	2024	2025	Min. Fin.	Banque centrale	CE [nov. 2026]
Bulgarie	3,3	3,0	3,0 [oct. 26]	2,8 [juin 26]	2,7
Chypre	6,6	4,8	3,1 [oct. 26]	2,9 [sept. 26]	3,4
Grèce	2,1	2,1	2,0 [oct. 26]	2,0 [sept. 26]	1,8
Moldavie	0,3	2,4	1,8 [août 26]	2,4 [juil. 26]	1,7
Roumanie	1,1	0,8	-0,4 [oct. 26]	0,1 [août. 26]	-0,3
Moyenne UE	1,4	1,4	-	-	1,4

INFLATION ET CHÔMAGE [a]	Taux d'inflation (%)		Prévisions d'inflation 2026 (%)			Taux de chômage (%)	
	2024	2025	Min. Fin.	Banque centrale	CE [nov. 2026]	2024	2025
Bulgarie	2,6	3,5	4,8 [sept. 26]	5,0 [juin 26]	4,6	4,2	3,5
Chypre	2,3	0,8	4,0 [sept. 26]	3,3 [sept. 26]	3,9	4,8	4,4
Grèce	3,0	2,9	3,6 [oct. 26]	3,5 [sept. 26]	4,1	10,1	8,9
Moldavie	4,7	7,8	7,3 [août. 26]	7,3 [nov. 26]	8,2	4,0	3,8
Roumanie	5,8	6,8	8,4 [oct. 26]	7,4 [nov. 26]	7,9	5,4	6,1
Moyenne UE	2,6	2,5	-	-	3,3	6,0	6,0

FINANCES PUBLIQUES ET COMPTES EXTERIEURS	Solde budgétaire (% du PIB) [b]			Dette publique (% du PIB)		Solde courant (% du PIB)	
	2024	2025	2026 (prev.)	2025	2026 (prev.)	2025	2026 (prev.)
Bulgarie	-3,0	-4,0	-5,0	29,9	33,0	-4,1	-6,9
Chypre	+4,0	+3,6	+2,9	52,3	46,3	-8,6	-10,3
Grèce	+1,4	+2,0	+0,9	145,4	135,7	-5,6	-6,3
Moldavie	-3,9	-4,0	-4,6	39,2	40,7	-20,0	-20,3
Roumanie	-9,2	-7,8	-6,0	58,9	60,7	-7,4	-7,0
Moyenne UE	-3,1	-3,1	-3,6	82,6	83,9	2,3	2,0

Sources : sauf mention contraire, Eurostat et pour les prévisions Commission européenne.
*Notes : **[a]** Les chiffres d'inflation de la Commission européenne correspondent à l'Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), dont la méthodologie diffère par rapport aux Indices des prix à la consommation (IPC) nationaux, excepté pour la Moldavie où l'IPC est utilisé dans tous les cas. **[b]** Les chiffres de soldes budgétaires correspondent à la définition du Système européen des comptes (ESA 2010), qui peut différer du solde public au sens national. Dernière mise à jour : 18 novembre 2026.*

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international
Responsable de la publication : Service économique régional d'Athènes
Rédaction : *SER d'Athènes, SE de Bucarest et SE de Sofia*
Abonnez-vous : Athènes@dgtresor.gouv.fr